



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

En continuité des parcs d'activités économiques existants de la Lauze de Marcel Dassault sur la commune de Saint Jean de Védas, le parc d'activités économiques de la Lauze Est (32 ha), vient conforter et renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue cet ensemble « Lauze – Dassault ». Ce parc profite d'une situation stratégique en entrée de ville et de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation en proximité immédiate d'un échangeur majeur du contournement routier de Montpellier (A709/Contournement Ouest de Montpellier /RM612) et appuie son développement sur sa proximité avec le tramway, voire une nouvelle halte ferroviaire à créer. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, petite industrie), de commerces professionnels et d'activités de logistique, le parc d'activités de la Lauze Est contribuera à répondre à la demande très forte d'implantation des entreprises telle que prévue par le Schéma d'Accueil des Entreprises de la Métropole (SAE). La création de plus de 900 emplois y est attendue.

Afin de procéder à la mise en œuvre du projet d'aménagement, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé par délibération en date du 22 mars 2019, de désigner Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en qualité de concessionnaire d'aménagement.

Après une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées (article L.300-2 du Code de l'urbanisme) menée en 2017 et 2018, un bilan de cette concertation a été tiré par délibération n° M2019-38 en date du 31 janvier 2019. Le même conseil a tiré le bilan d'une concertation menée cette fois ci au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole présente à la Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

L'année 2019 a été consacrée à la mise en œuvre des procédures administratives et au montage du projet d'aménagement. A la suite de la réalisation d'inventaires « habitat-faune-flore », les services de la DREAL ont imposé qu'une demande de dérogation soit déposée au titre des impacts résiduels sur les espèces protégées (même si les enjeux inventoriés sont analysés comme étant faibles ou modérés) nécessitant d'identifier des terrains propices à la compensation environnementale. Ce dossier de demande de dérogation est en cours d'élaboration et viendra compléter le dossier loi sur l'eau. La tenue de l'enquête publique liée à ces autorisations est envisagée fin 2021. En fonction des retours de l'autorité environnementale, le projet pourra ou non se poursuivre avec l'évolution du document d'urbanisme et la création de la ZAC.

Au cours de l'année 2019, 75 000 € ont été dépensés, correspondant principalement à des études et à la rémunération du concessionnaire. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2019.

La concession versera un fonds de concours de 1 010 000 € à la Métropole destiné à financer, d'une part, un giratoire à créer sur la RM 612 (840 000 € en 2021) et d'autre part, l'acquisition des terrains nécessaires à la compensation environnementale de 170 000 € en 2022, nouvellement imputée à l'opération, et nécessitant d'augmenter d'autant la participation du concédant.

Le bilan financier actualisé de l'opération s'élève désormais à 14 571 000 € HT en recettes et en dépenses. Un avenant n°1 est nécessaire pour rectifier une erreur matérielle concernant le calcul de la rémunération de l'aménageur et pour modifier le montant et l'échéancier de la participation du concédant (participation portée à 4 376 000 € avec un échéancier conforme à l'avancement prévisionnel de l'opération).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement du parc d'activités de la Lauze Est présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement du parc d'activités de la Lauze Est présenté par la SA3M pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au traité de concession ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan
- avenant 1
- CRAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.